

STATEC

Questions
OGBL-LCGB





1. Entreprises, marges et fiscalité

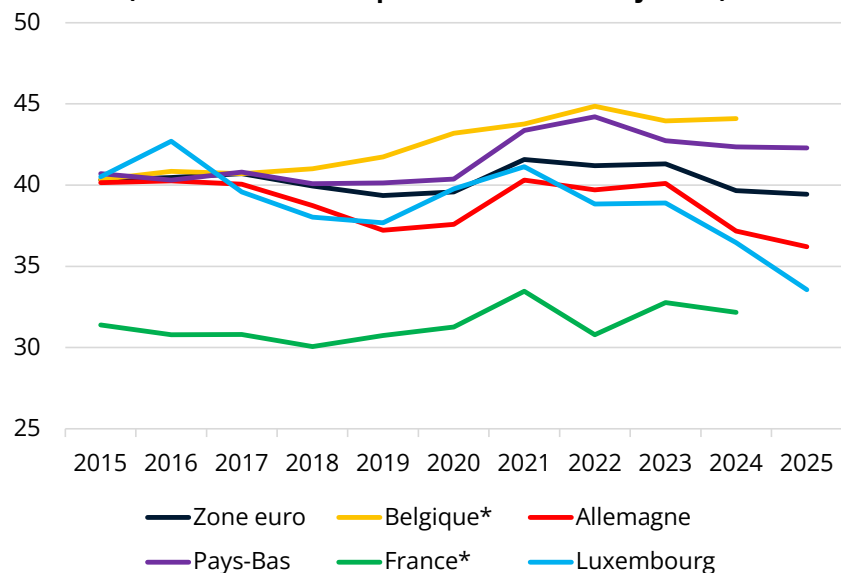
1.1 évolution nationale et sectorielle des marges des entreprises luxembourgeoises, en comparaison européenne. Il importe en effet de disposer d'une vision la plus fine possible de l'ampleur des tensions affectant — ou non — les différentes sous-branches d'activités du pays, notamment depuis le premier trimestre 2026 ;

Publication méthodologique récente avec comparaisons internationales:
<https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2026/stn18-26-profitability.html>

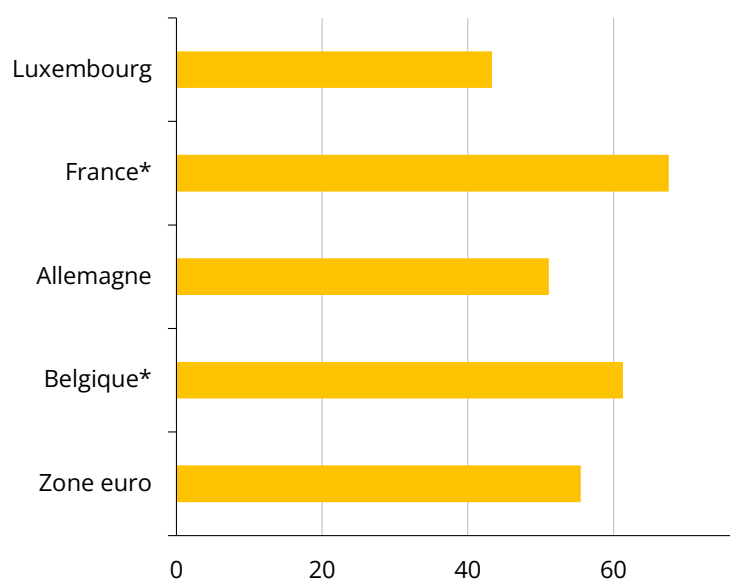
L'analyse détaillée des marges requiert des données observées qui ne sont disponibles qu'avec plusieurs années de recul. Les trimestres et années les plus récents compilés par la comptabilité nationale sont basés sur des estimations révisées avec l'arrivée progressive des données d'entreprises.

1.2 ventilation de l'utilisation de l'excédent brut d'exploitation des entreprises, en comparaison européenne, au cours des dernières années (investissements, rémunération des actionnaires, etc.) ;

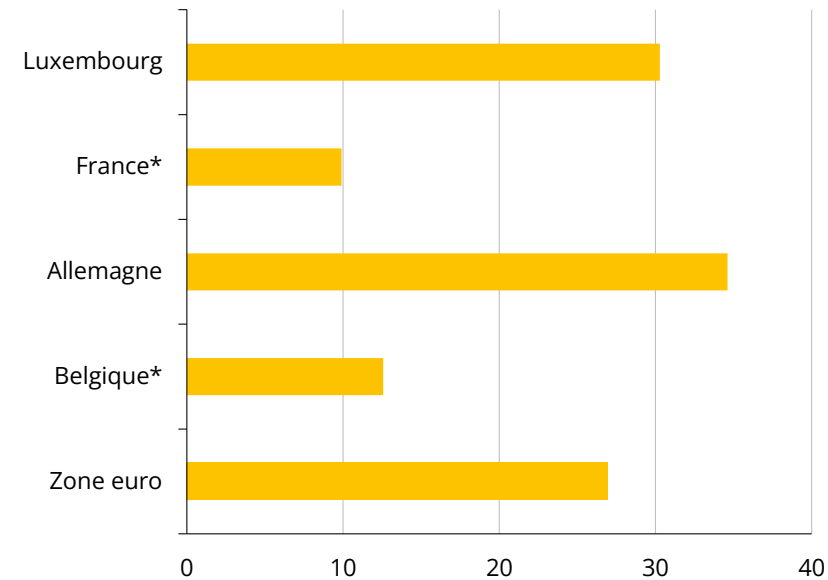
**Taux de marge des sociétés non financières
(excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée)**



Investissement (en % EBE), 2025



Dividendes versés nets (en % EBE), 2025**



* 2024 (dernière année disponible)

** Dividendes versés - dividendes reçus

Le taux de marge (= taux de profit) des SNF affiche un repli marqué au Luxembourg sur les 4 dernières années, en raison notamment d'une progression bien plus forte de la masse salariale et de la part salariale dans la VAB, cf. commentaire ci-avant)

La part de l'investissement dans l'EBE est plus ou moins stable sur les dix dernières années (environ 45%), un niveau plus bas qu'en zone euro
La part des dividendes versés fluctue en revanche beaucoup d'une année à l'autre. Elle était de 13% en 2015 et a atteint 30% en 2025.

1.3 poids des dépenses énergétiques — ventilées selon les différentes sources d'énergie — par sous-branches d'activités, en pourcentage de la valeur de la production ou du chiffre d'affaires. Depuis la crise de 2022, cet indicateur aura sans doute été utilement établi par vos services. À défaut, il serait utile de disposer d'une répartition des entreprises par tranches de dépenses énergétiques rapportées au chiffre d'affaires ;

Facture énergétique (mio EUR)

Secteur	2022	2023	2024
A	37	44	40
B	4	6	4
C	710	591	471
D	178	163	121
E	14	18	11
F	75	71	62
G	94	197	171
H	215	225	178
I	30	58	52
J	77	100	69
K	170	161	18
L	58	61	55
M	25	28	43
N	26	29	23
O	37	53	48
P	10	19	17
Q	25	43	41
R	7	14	12
S	5	8	8
T	-	-	-
U	-	-	-
Total	1'798	1'890	1'443

Vecteurs énergétiques considérés : Electricité, gaz, mazout, diesel, essence

Source pour les consommations d'énergie 2022-2024 : NAMEA

Source pour les prix 2022-2024:

-Mazout, diesel, essence : Prix maxima HTVA

-Gaz, électricité : catégorisation des secteurs et branches dans différentes bandes de consommation en supposant que les entreprises d'une branche paient toutes le même prix (source STATEC/Eurostat)

Facture énergétique : Consommation*Prix

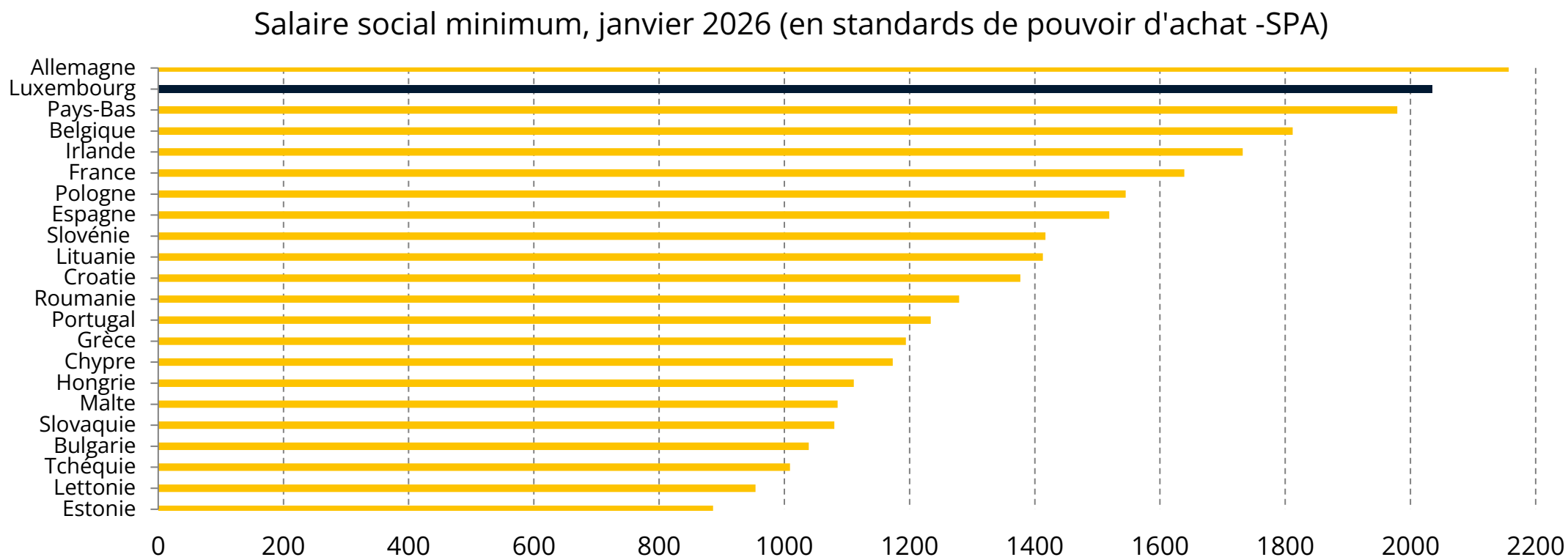
1.4 impact des baisses passées de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) sur la croissance, l'emploi, les recettes publiques et le nombre d'entreprises nouvellement créées au Luxembourg.

Une évaluation aussi détaillée n'existe pas à ce jour. Une étude de l'impact d'une baisse de l'IRC sur le PIB et les finances publiques a été publiée dans la NDC 1-2017 (pp. 59-67)



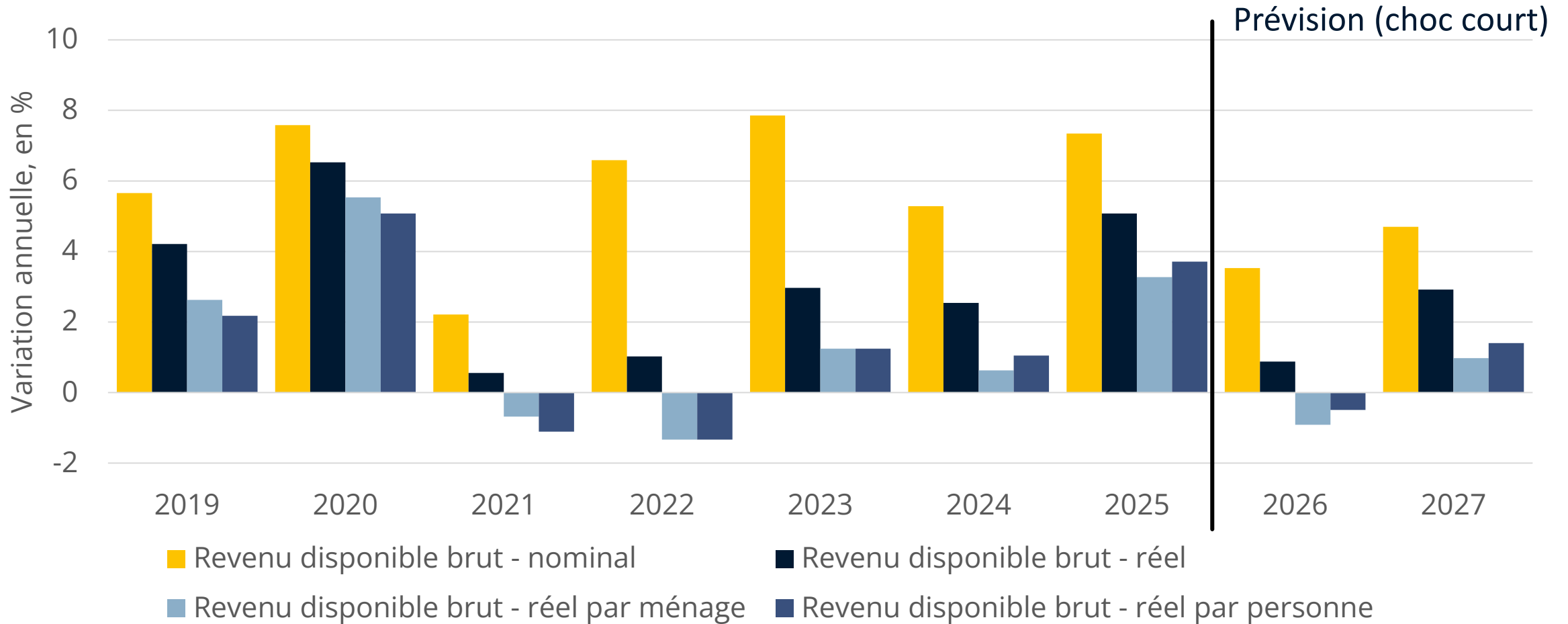
2. Salaires, emploi et marché du travail

2.1 Considéré en standards de pouvoir d'achat, le salaire social minimum est inférieur à celui de l'Allemagne



Le standard de pouvoir d'achat (SPA) (appelé aussi Purchasing Power Standard – PPS en anglais) est une unité économique utilisée pour comparer les niveaux de richesse ou de vie entre différents pays en neutralisant les différences de prix.

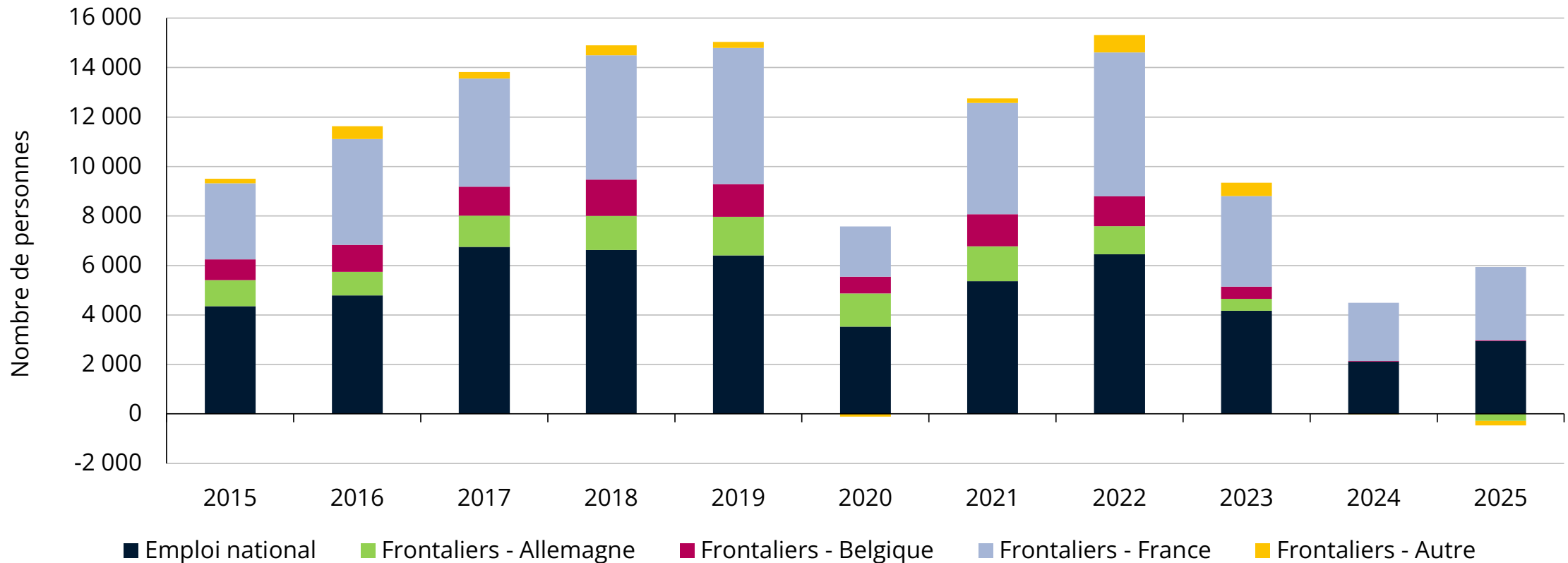
2.2 évolution réelle des salaires et du revenu disponible des ménages ;



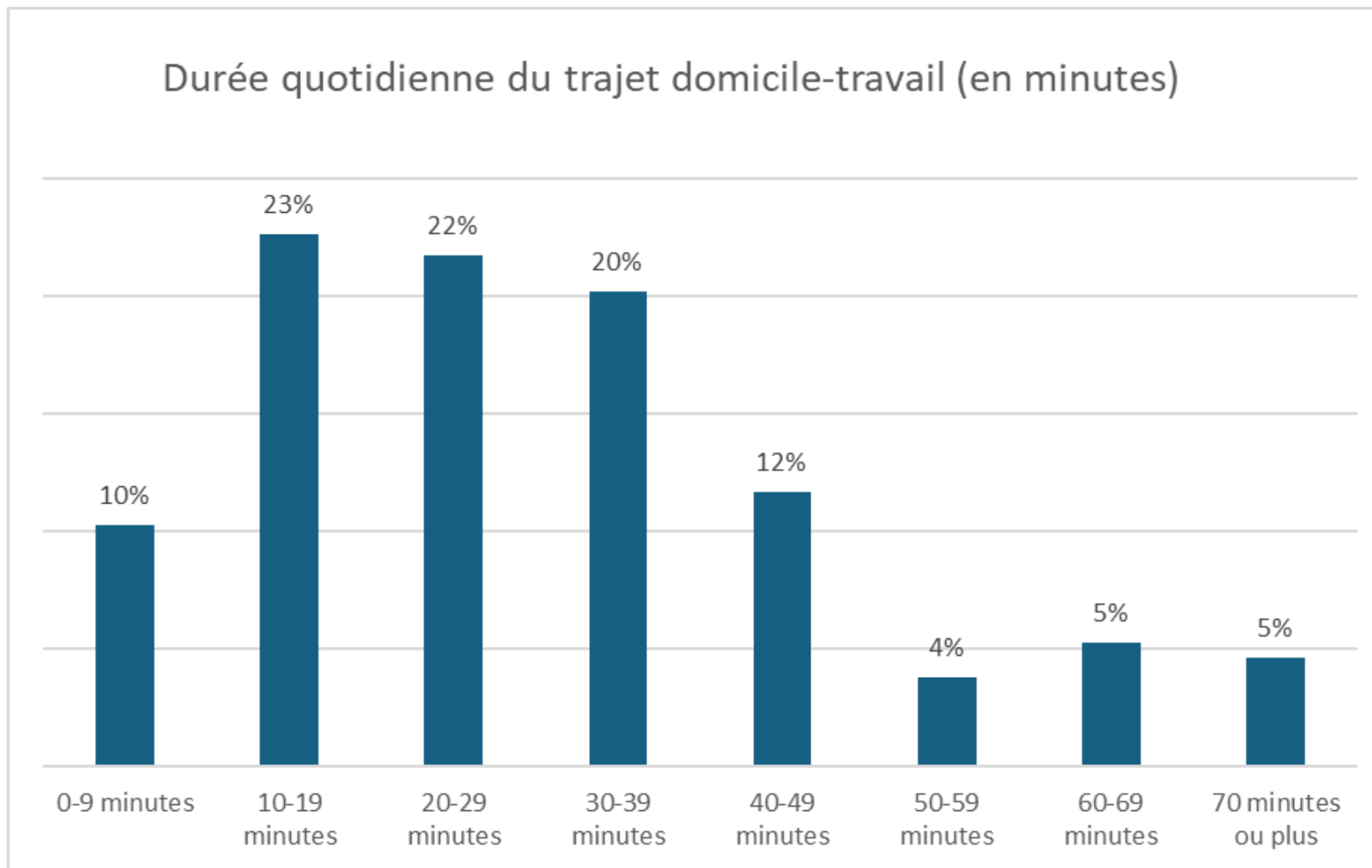
Source: STATEC (2025: 1^{ère} estimation sur base des comptes sectoriels trimestriels, 2026-2027: prévisions)

2.3 évolution récente de l'emploi intérieur en fonction du lieu de résidence ;

Les créations d'emplois ralentissent et demeurent tirées par les résidents et par les frontaliers français

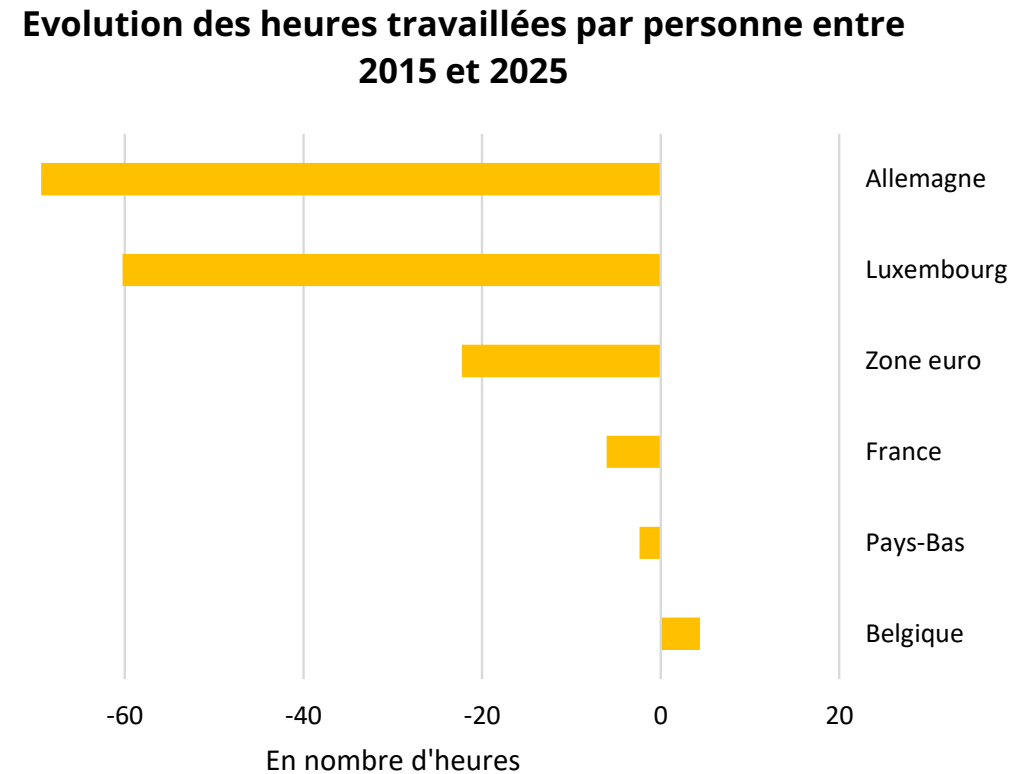
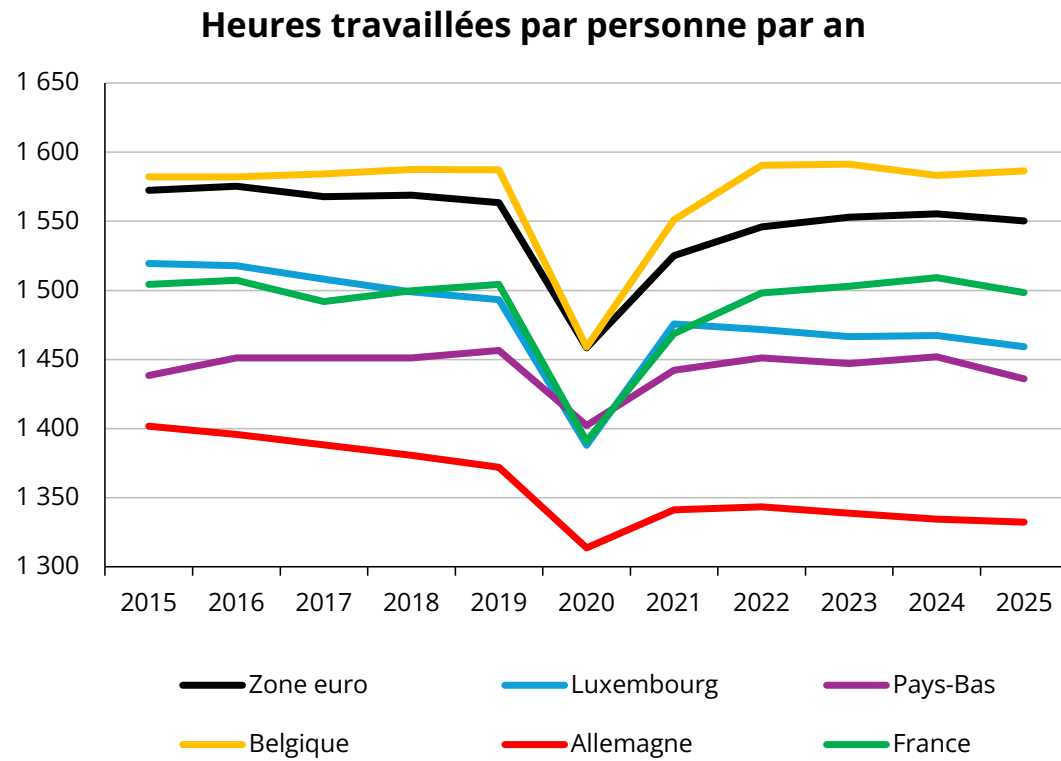


2.6 46% des résidents passent plus de 30 minutes pour se rendre au travail



2.6 durée du travail en comparaison européenne ainsi que durée des trajets domicile-travail.

Tendance à la baisse des heures travaillées

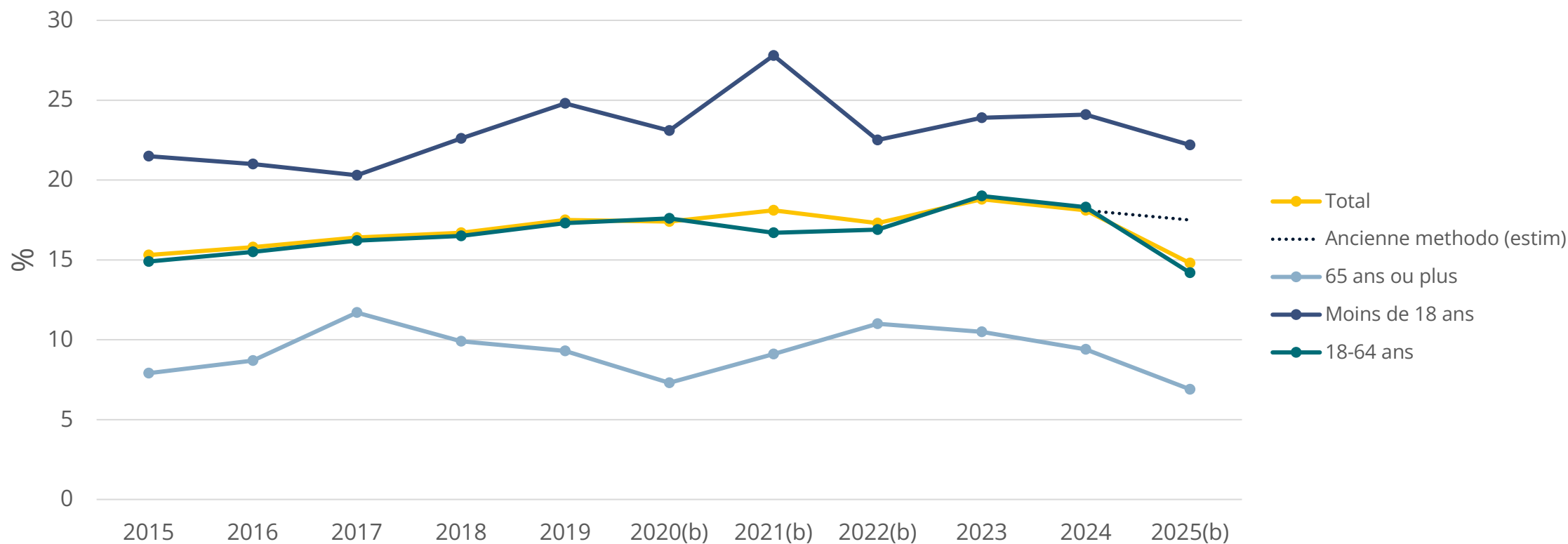




3. Pauvreté, précarité et pouvoir d'achat

3.1 évolution du taux de risque de pauvreté — selon les différentes caractéristiques habituellement utilisées

Près de 15% de la population en risque de pauvreté en 2025

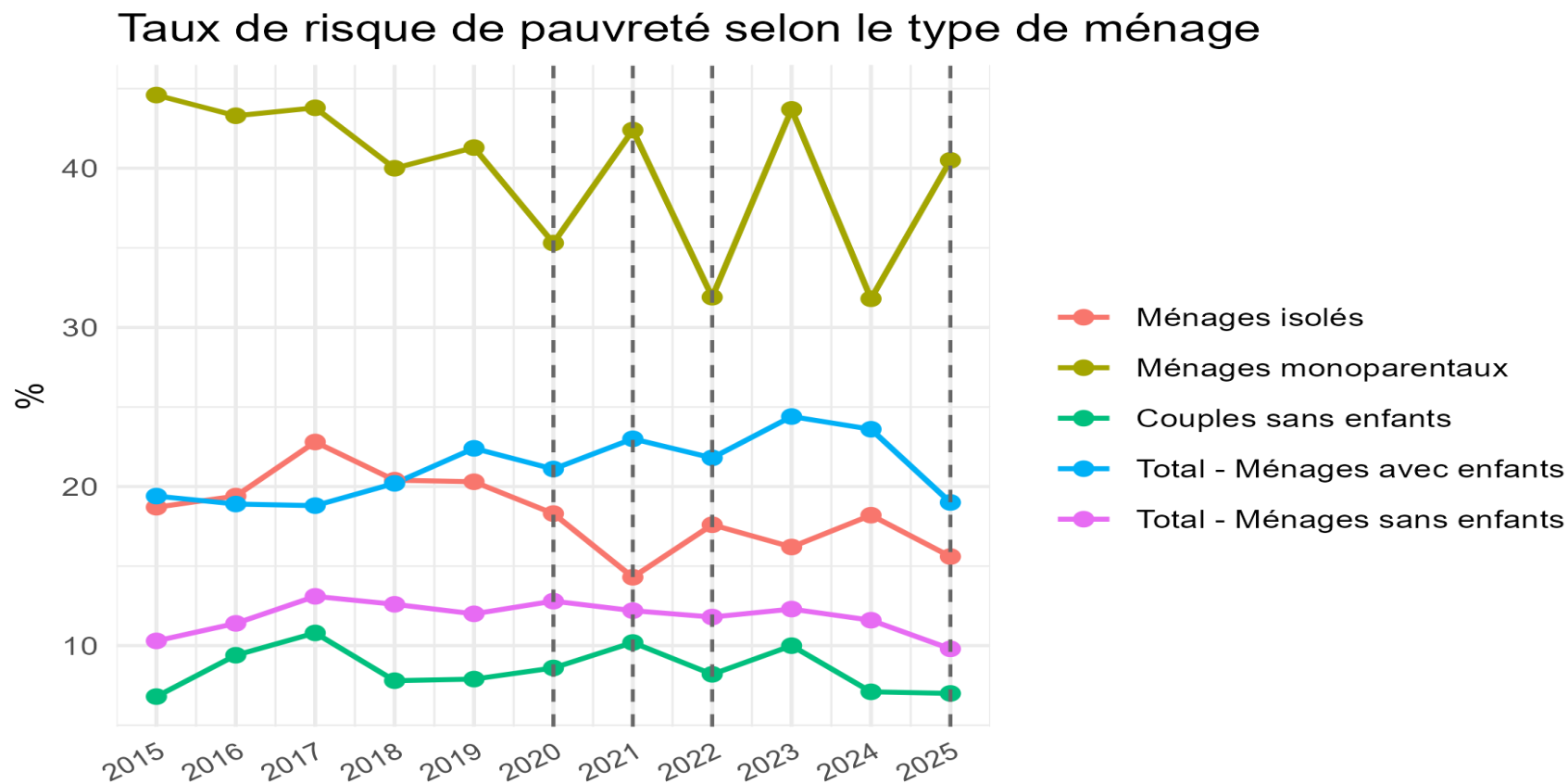


Source: STATEC, EU-SILC

Les années 2020, 2021, 2022 et 2025 marquent des ruptures méthodologiques. Depuis la publication de SILC 2025 le STATEC continue de travailler sur les simulations « selon l'ancienne méthodologie ». Ces estimations vont couvrir les « différentes caractéristiques habituellement utilisées » et seront présentées au cours de l'été et publiées dans le prochain rapport sur le travail et la cohésion sociale.

3.1 évolution du taux de risque de pauvreté — selon les différentes caractéristiques habituellement utilisées

Les ménages avec enfants sont les plus exposés au risque de pauvreté

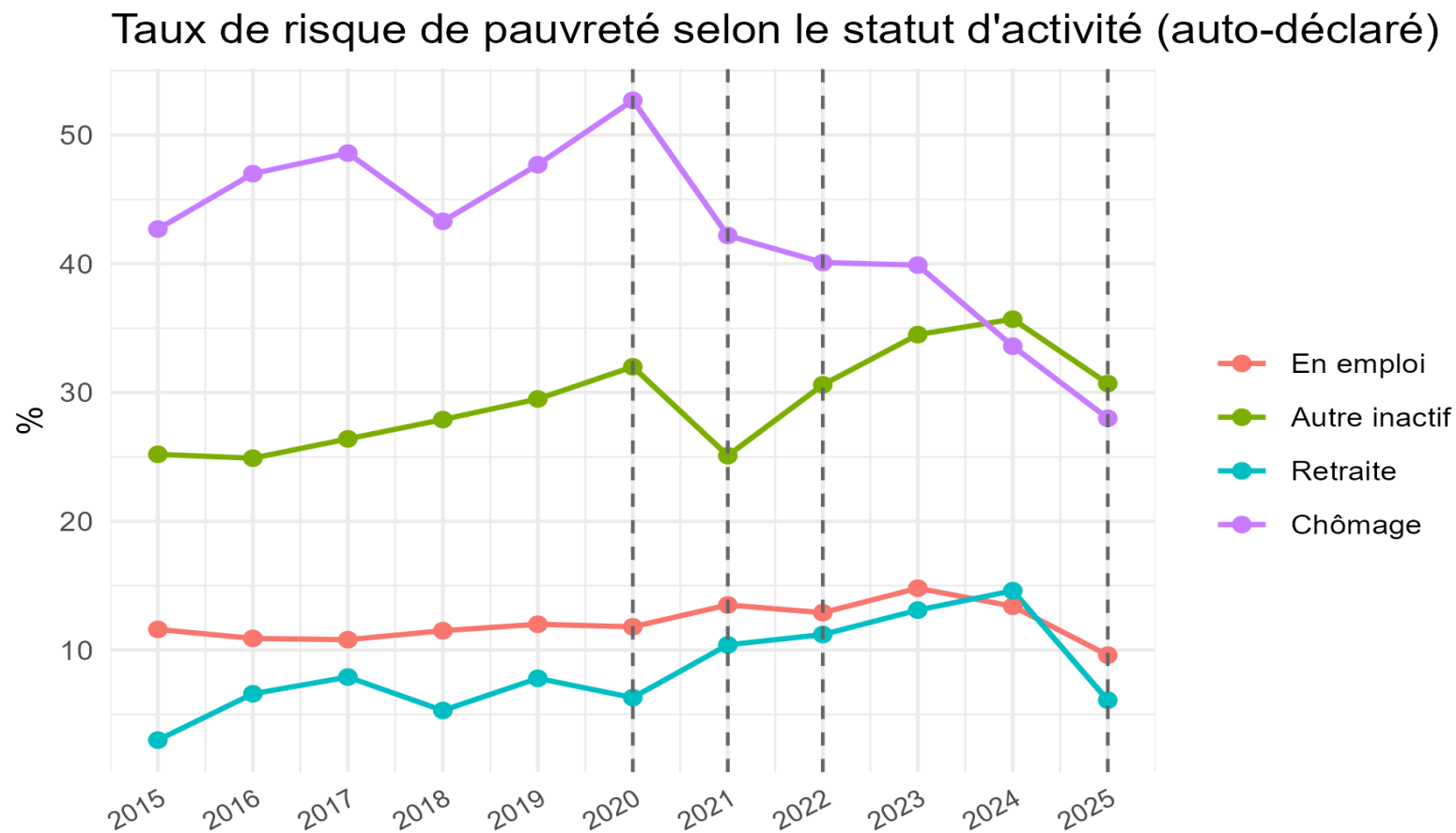


Source: STATEC, EU-SILC

Note: les années 2020, 2021, 2022 et 2025 marquent des ruptures méthodologiques

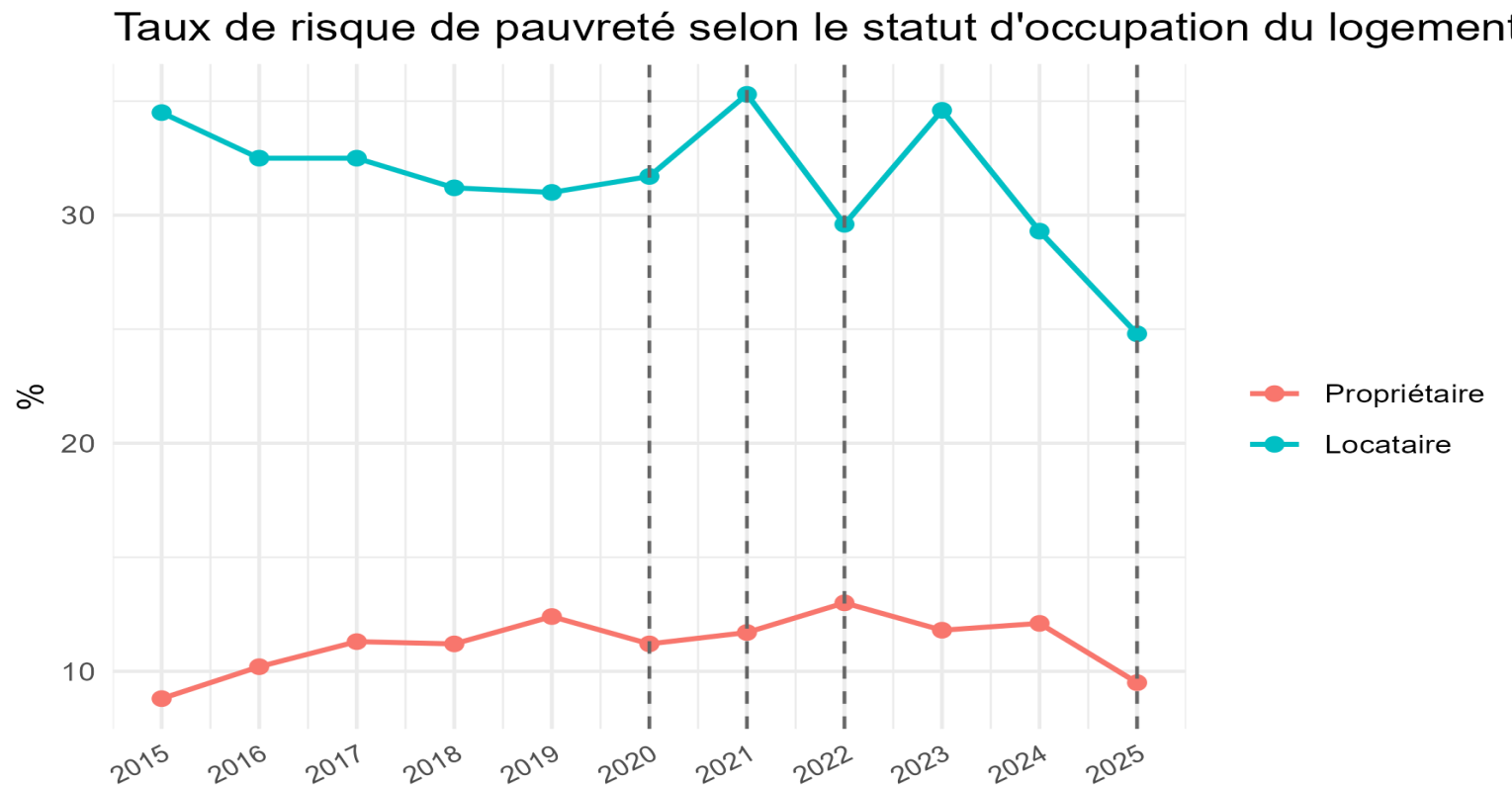
3.1 évolution du taux de risque de pauvreté — selon les différentes caractéristiques habituellement utilisées

10% des personnes en emploi sont exposées au risque de pauvreté



3.1 évolution du taux de risque de pauvreté — selon les différentes caractéristiques habituellement utilisées

Les locataires de leur résidence principale demeurent plus exposés que les propriétaires

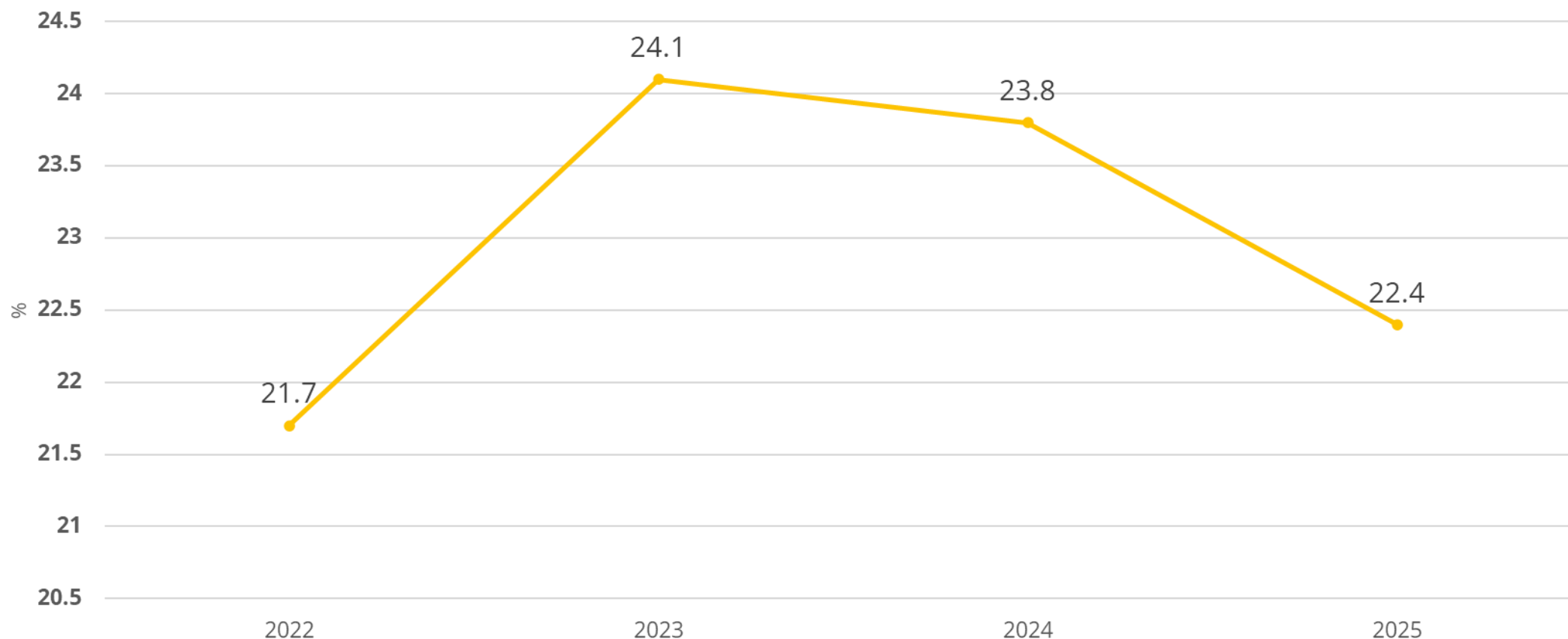


Source: STATEC, EU-SILC

Note: les années 2020, 2021, 2022 et 2025 marquent des ruptures méthodologiques

3.2 difficultés rencontrées par les ménages pour joindre les deux bouts et faire face à des dépenses imprévues ;

22% de la population résidante du Grand-Duché habitent dans des ménages déclarant des difficultés à joindre les deux bouts





4. Energie, mobilité et précarité énergétique

4.1 impact de la hausse des prix énergétiques sur les indicateurs de précarité énergétique TEE et BRDE, respectivement et de manière combinée. À ce sujet, il serait utile de prévoir un indicateur de précarité énergétique intégrant également les dépenses en carburant, contrairement aux indicateurs TEE et BRDE ;

Les travaux sont en cours et seront publiés dans le prochain rapport Travail et cohésion sociale.

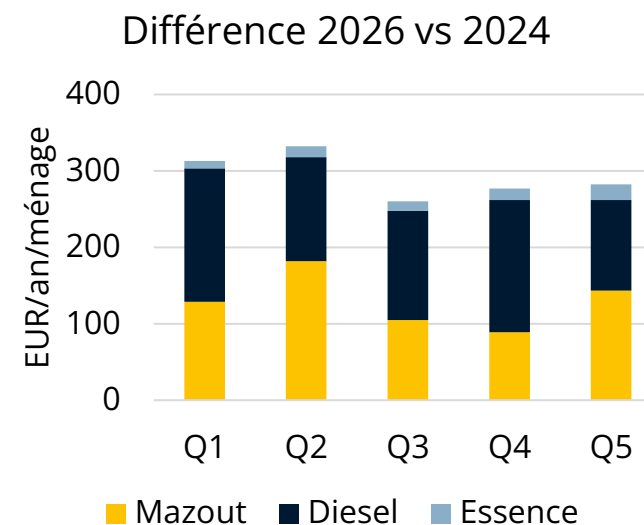
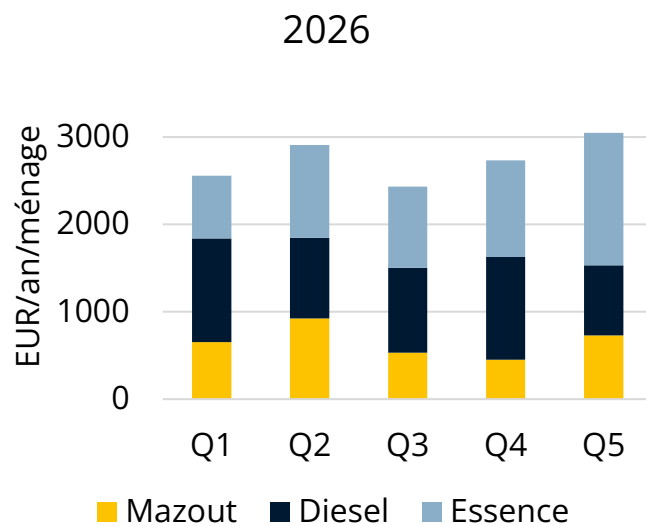
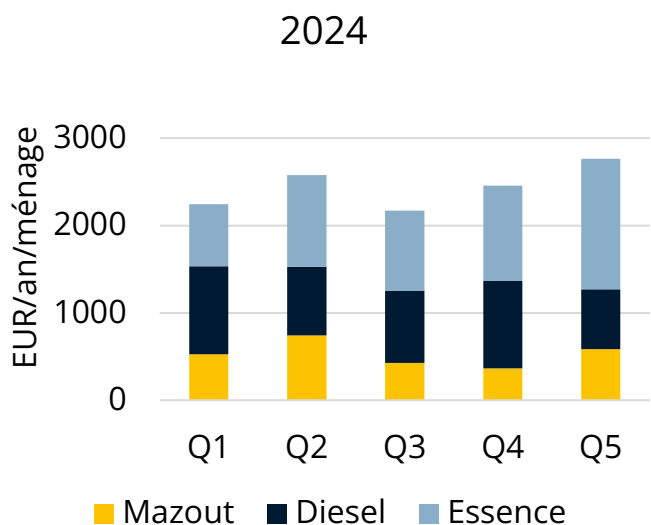
4.2 part des ménages se chauffant au mazout en fonction du niveau de vie du ménage ;

	Total	20% les plus modestes	20% - 40%	40% - 60%	60% - 80%	20% les plus aisés
Propriétaires	31.3%	35.7%	39.7%	35.4%	21.9%	28%
Locataires	19.1%	24.4%	31.3%	11.5%	15%	5.1%
Total	26.5%	28.4%	37%	23.4%	20%	23.4%

Source : EBM 2024

Note : les revenus sont présentés en unité de consommation et incluent les salaires, pensions, indemnités, aides sociales, prestations familiales, transferts et revenus du capital et locatifs;

4.3 impact de la hausse des prix pétroliers sur les ménages en fonction du niveau de revenu, en tenant compte du fait que la consommation peut être plus faible pour les personnes ne possédant pas de voiture.



Source: EBM 2024 ; analyse statique pour 2026 signifiant que les ménages ne réduiraient pas leur consommation malgré la hausse des prix des carburants; prévision (conflit court)



5. Logement et patrimoine

5.1 part des charges de logement dans le revenu des ménages, en fonction du niveau de revenu ;

	Total	20% les plus modestes	20% - 40%	40% - 60%	60% - 80%	20% les plus aisés
Propriétaires	41.3%	55.8%	50.1%	42.3%	38.8%	28.8%
Locataires	42.8%	53.4%	38.7%	43.4%	38.9%	18.9%
Total	41.9%	54.2%	46.4%	42.9%	38.8%	26.8%

Source : EBM 2024;

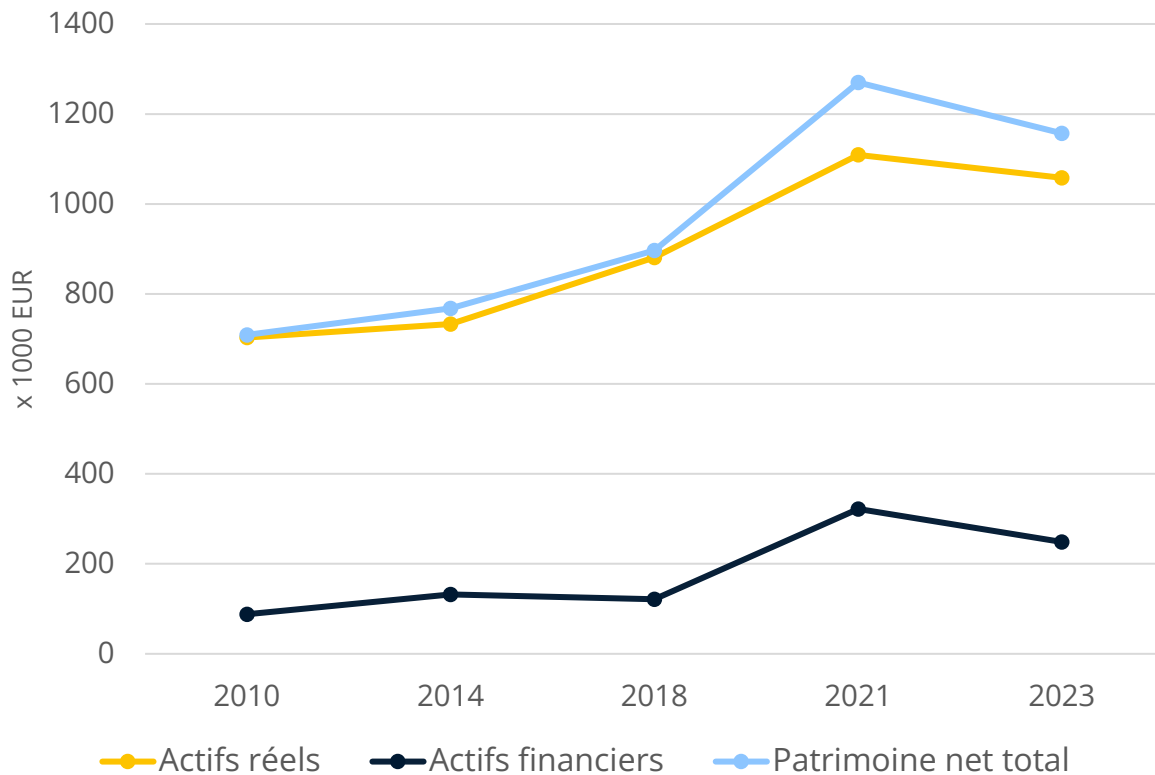
Notes :

- les charges de logement incluent les loyers (dont la valeur locative estimée pour les propriétaires), les travaux d'entretien, les charges (enlèvement des ordures, collecte des eaux usées, etc.), les sources d'énergie et les remboursements de prêt;
- les revenus sont présentés en unité de consommation et incluent les salaires, pensions, indemnités, aides sociales, prestations familiales, transferts et revenus du capital et locatifs;

5.2 Répartition du patrimoine au Luxembourg, ventilée entre patrimoine mobilier et patrimoine immobilier (résidence principale et autres propriétés).

La valeur du patrimoine des ménages demeure élevée en moyenne et repose principalement sur la détention d'actifs immobiliers.

Patrimoine moyen



Patrimoine médian

